

Le 25 mars 2008

La laïcité au Liban, un âpre combat face au confessionnalisme par Rana Moussaoui

Après avoir connu leur heure de gloire dans le Liban de l'avant-guerre civile, les laïques tentent désespérément de faire entendre leurs voix dans un pays où la religion prime, et qui connaît une forte polarisation à caractère politico-confessionnel. "Durant et surtout après la guerre civile (1975-1990), le confessionnalisme a envahi le terrain", déplore Nasri Sayegh, coordinateur de la "Maison de la laïcité", inaugurée début février sous l'impulsion d'une association libano-belge, l'Association pour un Liban laïque.

Les partis laïques, comme le Parti communiste et le Parti social nationaliste syrien, ont connu leur âge d'or dans les années 1960 et 70, avant qu'ils ne s'engagent dans la lutte armée aux côtés des Palestiniens et des musulmans durant la guerre civile.

Toutefois, souligne Sayegh, "bien que foncièrement laïques, ces partis ont toujours mené le combat des autres, et non pas celui de la laïcité proprement dite". L'idée de fonder la "Maison de la Laïcité" est née d'une volonté de transcender le clivage qui s'accroît depuis trois ans entre la majorité antisyrilienne, formée de druzes, de chrétiens maronites et de sunnites, et l'opposition appuyée par Damas et Téhéran et menée par le Hezbollah chiite et le maronite Michel Aoun.

Les deux blocs comptent bien des mouvements qui brandissent l'étendard de la laïcité, comme celui de M. Aoun, ou la Gauche démocratique, composante de la coalition antisyrilienne, mais ils restent dominés par une forte couleur confessionnelle.

"Beaucoup nous disent qu'ils ne veulent pas avoir une +étiquette+ sur le front et que la laïcité est une manière de s'éloigner de la bipartition actuelle", dit Hadi Naïm, militant au sein de la "Maison".

Après une centaine de demandes d'inscription lors de l'inauguration, les coordinateurs de la "Maison de la laïcité" ont reçu près de 900 demandes sur le site communautaire Facebook.

"Malheureusement, la marge de manoeuvre des laïques s'amenuise à mesure que la fracture s'approfondit", souligne Hadi Naim. "La bipolarisation a envahi tous les espaces, nous sentons qu'il n'y a plus de place pour nous".

Le Liban, où cohabitent 18 communautés religieuses, est fondé sur un système de répartition des hauts postes de l'Etat et des sièges du Parlement à parité entre musulmans et chrétiens.

L'identité communautaire prévaut sur celle du citoyen et écoles, universités, hôpitaux, voire même clubs sportifs et scoutisme n'ont pas été épargnés par cette division confessionnelle.

Dans la période de l'après-guerre, le projet phare des associations laïques, la loi sur le mariage civil optionnel, a rapidement avorté, en raison de l'opposition des dignitaires chrétiens et musulmans.

"Beaucoup ignorent le sens même de la laïcité, affirme M. Sayegh. Certains l'assimilent à l'athéisme, d'autres y voient un produit importé de l'Occident".

La "Maison de la laïcité" mène actuellement une campagne pour supprimer la mention du rite sur la fiche d'état civil. "Nous avons déposé une demande auprès de la Sûreté générale qui nous a simplement répondu +vous n'avez pas le droit d'être sans religion+!", s'indigne M. Sayegh.

Pour le député antisyrrien Elias Atallah, ancien responsable au Parti communiste devenu l'un des leaders de la Gauche démocratique, "le combat pour la liberté et la souveraineté du Liban est prioritaire actuellement". "Je mène le combat aux côtés de leaders de confessions, comme Walid Joumblatt (druze) ou Saad Hariri (sunnite), car la crise menace l'existence même de l'Etat libanais".

Pratiquement toutes les institutions de l'Etat, notamment le Parlement, sont paralysées en raison du bras de fer entre la majorité et l'opposition, qui entrave depuis fin novembre l'élection d'un président de la République. "On ne peut pas penser à réformer le système d'un Etat, avant d'assurer les fondements mêmes de cet Etat", assure M. Atallah.

<http://www.iloubnan.info/fr/article/id/24429>